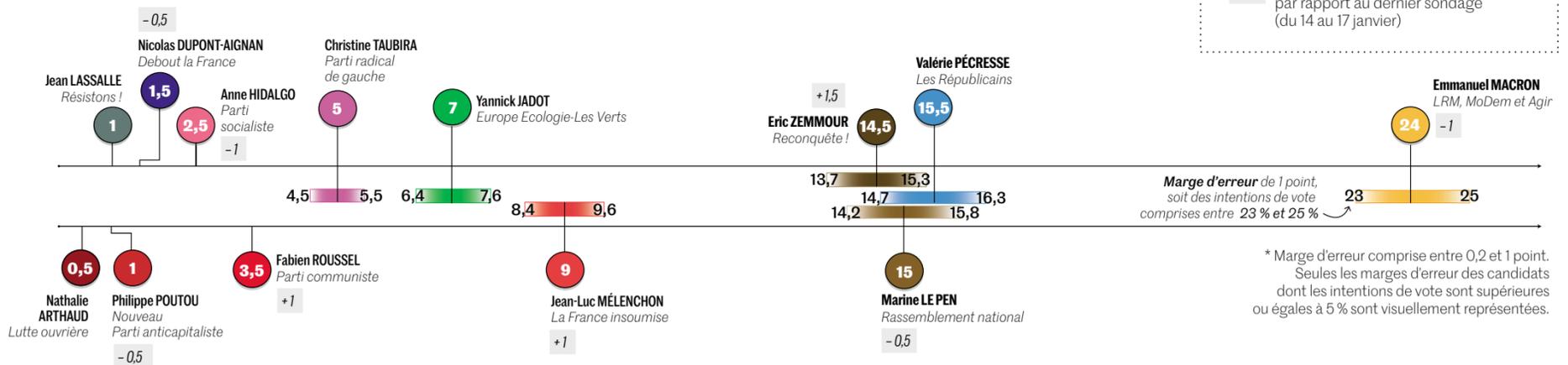


ELECTION

Les intentions de vote au premier tour de la présidentielle

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?



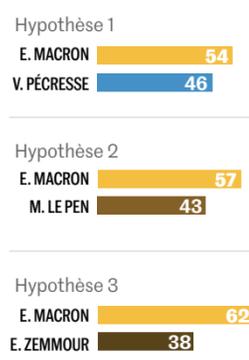
Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

En % des personnes interrogées



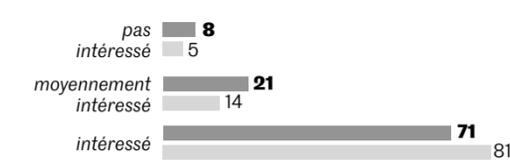
Si le second tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour ?

En % des personnes certaines d'aller voter

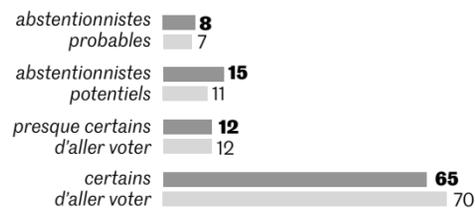


Quel est votre niveau d'intérêt pour la prochaine élection présidentielle ?

Résultat du sondage, en % des personnes interrogées

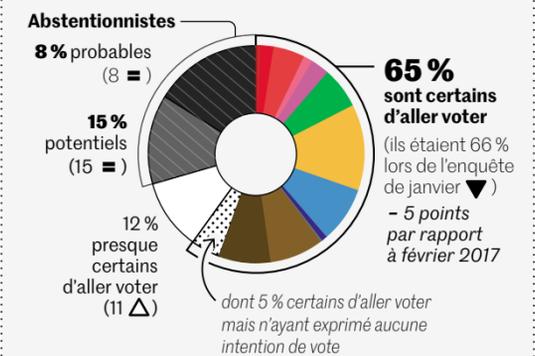


Avez-vous l'intention d'aller voter au premier tour ?



Intention d'aller voter au premier tour (rappel de l'enquête de janvier 2022) et poids des candidats sur l'ensemble des électeurs dans l'ensemble du corps électoral

Δ en hausse ▼ en baisse = pas de changement



Sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, réalisé par Internet du 3 au 7 février 2022 sur un échantillon de 12 499 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus.

Infographie Le Monde

Présidentielle : un intérêt moindre qu'en 2017

Dans notre cinquième enquête électorale, plusieurs indicateurs montrent des électeurs encore dubitatifs

deux mois du premier tour de l'élection présidentielle, la campagne électorale n'accroche toujours pas. C'est l'un des principaux enseignements de la cinquième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*.

Cette étude a été réalisée du 3 au 7 février, une période qui fut particulièrement intense pour l'extrême droite : Eric Zemmour a bénéficié de plusieurs ralliements venant du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen. Les deux candidats ont d'ailleurs tenu des meetings le même jour, samedi 5 février. À gauche aussi les choses ont bougé avec une légère dynamique autour du communiste (PCF) Fabien Roussel. La force de notre panel est son amplitude, puisque l'échantillon utilisé est de 12 499 personnes. Les intentions de vote au premier tour sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 7 741 personnes. Résultat : les marges d'erreur pour le premier tour sont très faibles, comprises entre 0,2 et 1 point.

À la lecture des résultats de l'enquête, une sorte de « syndrome 2002 » semble dominer, pour le moment, une campagne où se mêlent résignation et baisse de l'intérêt des électeurs. Il y a vingt ans, il était admis, à deux mois de l'échéance, que la finale se jouerait entre Jacques Chirac, président sortant et le premier ministre socialiste Lionel Jospin. Tout semblait joué d'avance. Finalement, avec une abstention record de 28,4 % et un éparpillement des voix de gauche, c'est Jean-Marie Le Pen qui se qualifia.

La situation actuelle est très ressemblante. L'issue paraît déjà connue. Toujours pas officiellement candidat, Emmanuel Macron apparaît assuré de se qualifier au premier tour malgré sa baisse d'un point par rapport à janvier (24 % des intentions de vote, marge d'erreur de plus ou moins 1 point, loin devant Valérie Pécresse et ses 15,5 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point) et de l'emporter au

second (vainqueur qu'il soit face à Valérie Pécresse, à Marine Le Pen ou à Eric Zemmour).

Le pronostic de victoire du chef de l'État s'élève à 63 % des personnes sondées, soit 4 points de plus qu'en janvier. À titre de comparaison, 15 % des sondés pensent la même chose pour Valérie Pécresse, candidate du parti Les Républicains, et ils tombent à 14 % pour M^{me} Le Pen et 9 % pour M. Zemmour.

JEU SERRÉ POUR LA SECONDE PLACE

Conséquence de ce sentiment de connaître la fin de l'histoire : l'intérêt pour l'élection présidentielle est certes haut, logique pour ce scrutin majeur, mais il dix points plus bas qu'il y a cinq ans. 71 % des personnes interrogées se disent « intéressées » par le scrutin des 10 et 24 avril, contre 81 % en février 2017. En 2012, ce taux oscillait également autour de la barre des 80 %, selon différentes études. Logiquement, il y a plus, aujourd'hui, de personnes « moyennement intéressées » (21 % contre 14 %) et « pas intéressées » (8 % contre 5 %). De la même manière, l'intention d'aller voter au premier tour reste stable par rapport à janvier avec 77 % (65 % certains d'aller voter, 12 % presque certains) mais est cinq points plus basse qu'en février 2017. L'abstention potentielle, elle, s'élève à 23 %, contre 18 % en février 2017. Au final, l'abstention au premier tour avait été de 22,2 % en 2017, 20,5 % en 2012, 16,2 % en 2007 mais de 28,4 % en 2002.

La même continuité se note dans les intentions de vote au premier tour. Le jeu est extrêmement serré pour la seconde place, mais les rapports de force ne sont pas bouleversés par rapport à janvier. Comme si la campagne n'influaient pas, les scores restent très stables et il y a très peu de transferts entre les différentes personnalités. Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Eric Zemmour sont dans un mouchoir de poche (tous trois avec une marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point) : la candidate de la droite est toujours créditée de 15,5 % ; Marine Le Pen perd 0,5 point et est à 15 %.

Quant à Eric Zemmour, il gagne 1,5 point et remonte à 14,5 %. Il prend des voix chez ses deux concurrents directs, M^{mes} Pécresse et Le Pen. Le polémiste récolte les fruits d'une sé-

quence positive pour lui, scandée par les ralliements lepénistes à sa candidature et un meeting réussi à Lille, samedi 5 février.

Cependant, M^{me} Le Pen reste plus forte que lui dans les catégories populaires, notamment chez les ouvriers (plus d'un tiers a l'intention de glisser un bulletin Le Pen) et les employés (près d'un quart voteraient pour la leader d'extrême droite). Ces deux catégories voteraient à 15 % pour M. Zemmour qui lui, est mieux implanté chez les agriculteurs (20 % contre 11 % pour la députée du Pas-de-Calais), chez les cadres (13 % contre 6 % pour l'ex-présidente du RN) et les retraités CSP + (15 % pour M. Zemmour, 7 % pour M^{me} Le Pen).

M^{mes} Pécresse et Le Pen ainsi que M. Zemmour ont été testés pour un second tour face à Emmanuel Macron. Tous perdraient face au chef de l'État. Ce dernier rassemblerait 54 % des voix contre 46 % pour Valérie Pécresse (marge d'erreur de plus ou moins 1,3 point) ; 57 % contre 43 % face à Marine Le Pen (marge d'erreur de plus ou moins 1,2 point) ; 62 % contre 38 % pour Eric Zemmour (marge d'erreur de plus ou moins 1,2 point).

Dans les deux dernières hypothèses, Emmanuel Macron bénéficierait d'un vote de barrage à l'extrême droite de la majorité des électeurs écologistes et sociaux-démocrates et d'une bonne part des soutiens de Valérie Pécresse. Ainsi, l'abstention serait de 24 % si c'est M. Zemmour en finale, 21 % si c'est Marine Le Pen. Pour mémoire, en 2017, lors du second tour opposant Emmanuel Macron et Marine Le Pen, 25,44 % des Français s'étaient abstenus. En revanche, dans le cas d'un duel avec M^{me} Pécresse, l'abstention serait importante et s'élèverait potentiellement à 33 %.

FAIBLESSE GÉNÉRALISÉE DE LA GAUCHE

À gauche, la décomposition-recomposition continue. Pour la première fois, le communiste Fabien Roussel (3,5 % des intentions de vote, marge d'erreur de plus ou moins 0,4 point) passe devant le socialiste Anne Hidalgo (2,5 % des intentions de vote, marge d'erreur de plus ou moins 0,3 point). Il gagne un point depuis janvier. Il faut remonter à l'élection présidentielle de 1969 pour trouver

un candidat du PCF devant un socialiste. Jacques Duclos avait alors réuni un peu plus de 21 % des suffrages contre 5 % pour Gaston Defferre. Le choix de Fabien Roussel d'assumer ses différences avec le reste de la gauche, notamment les écologistes, semble payant. Ses positions pro-nucléaire, l'accent mis sur la valeur travail et le pouvoir d'achat, sa critique des institutions européennes, sa volonté de s'emparer des sujets régaliens et sa défense stricte de la laïcité lui permettent d'occuper un champ resté libre : celui d'une gauche de l'ordre, à la fois étatiste, patriote, souverainiste et tournée vers la réindustrialisation.

De son côté, l'ancienne ministre de la justice Christiane Taubira reste stable avec 5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,5 point). Il n'y a donc pas eu d'effet « Primaire populaire » renforçant sa candidature. L'écologiste Yannick Jadot garde aussi son score de janvier avec 7 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point).

Jean-Luc Mélenchon, lui, progresse et gagne un point par rapport à la vague précédente. Avec 9 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point), le député des Bouches-du-Rhône conforte sa place de leader de la gauche.

Cette faiblesse généralisée de la gauche est d'autant plus incompréhensible que les principales préoccupations des personnes sondées correspondent aux axes majeurs de ses programmes. Ainsi, le pouvoir d'achat est de très loin le thème qui inquiète le plus les sondés : 52 %, soit huit points de plus qu'en janvier. Cela s'explique notamment par la hausse générale des prix de l'énergie et la crainte d'une crise inflationniste. Viennent ensuite le système de santé (30 %) et l'environnement (29 %). L'épidémie de Covid-19, elle, ne préoccupe plus que 18 % des personnes interrogées, contre 35 % en janvier. La dichotomie entre les principales préoccupations des Français et les intentions de vote a de quoi inquiéter la gauche, qui semble, aujourd'hui, incapable d'incarner ces thèmes. Il reste moins de soixante jours à ses cinq principaux candidats pour changer la donne. ■

ABEL MESTRE

Vote des classes « malheureuses » : Les trois dimensions-clés pour être présidentielle

L'appartenance à une classe sociale a longtemps structuré le vote à gauche ou à droite. Aujourd'hui, ce conflit ne permet plus de comprendre les choix des électeurs français

Depuis plusieurs années, de nouveaux clivages apparaissent au sein du corps électoral. Ils sont moins objectivables que ceux plus traditionnels : clivages de valeurs, religieux, géographiques, ethniques ou sociaux. Le vote de classes (sociales) a longtemps structuré le vote à gauche ou à droite. Aujourd'hui, ce conflit ne permet plus de comprendre le choix de vote des Français. Sinon, comment expliquer que Marine Le Pen séduise autant les ouvriers ? Ce qui renverse le paradigme dominant d'une forme de déterminisme sociodémographique du vote, c'est un clivage opposant classes « malheureuses » et classes « heureuses ». La logique des intérêts antagoniques laisse place à des conflits de ressentiment.

Il faut aller emprunter les notions de subjectif à la sociologie et la psychologie sociale pour démêler un tel changement de paradigme. A partir du simple critère de satisfaction de la vie menée, mesurée sur une échelle de 0 à 10, on peut déterminer que la société française est composée de trois groupes : les personnes malheureuses (14%), les personnes ni heureuses ni malheureuses (40%) et celles heureuses (46%). D'un point de vue idéologique, le bonheur individuel se distribue avant tout dans les électorsats d'Emmanuel Macron (65%), Valérie Pécresse (52%), Anne Hidalgo (50%) et Yannick Jadot (50%). Les candidats du Rassemblement na-

tional, de La France insoumise et de Reconquête! attirent respectivement et seulement 34%, 35% et 38% d'électeurs qui se déclarent satisfaits de leur vie.

Il est tentant de penser que ces trois groupes recoupent trois niveaux de richesse. Et de fait, il apparaît que les plus fortunés sont 73% à déclarer être satisfaits de la vie qu'ils mènent contre 24% pour les moins fortunés. Il est en de même pour les possédants de patrimoine (épargne, immobilier, valeurs mobilières, investissement locatif) qui affichent des niveaux de bonheur plus élevés que les non-possédants.

Prime au sortant

Toutefois, cette apparente corrélation est trompeuse car elle laisse entendre que le sentiment de bonheur ne serait que le produit d'une matérialité monétaire, d'une place dans la société. A vrai dire, le diable se cache

dans les détails. Et, ici, les détails ont leur importance.

Dans la lignée des mouvements des « gilets jaunes » et des opposants aux mesures sanitaires, la campagne présidentielle française est déjà le théâtre à ciel ouvert de citoyens manifestant leur fatigue et parfois même leur exaspération d'un destin encombré. Leur malheur individuel trouve écho dans leurs intentions de vote lorsqu'ils décident de ne pas se retirer du jeu politique. En tenant compte d'un large éventail de variables caractérisant le profil sociodémographique des répondants, le mal-être individuel influence le choix de vote.

Ainsi, quel que soit le sexe, l'âge, la profession, le niveau d'éducation, le revenu, le patrimoine, les électeurs heureux ont 40% de chances de voter Macron contre moins de 10% de chances pour tous les autres candidats. Inversement, Eric Zemmour est le candidat pour qui la probabilité de vote des gens malheureux est la plus forte (25%), devant Marine Le Pen (16%), Valérie Pécresse (14%) et Jean-Luc Mélenchon (8%).

Ces chiffres viennent apporter une démonstration au phénomène connu de la prime au sortant. Si on est satisfait de sa vie, on sera plus enclin à garder le représentant du système en place. Et vice-versa. Comme l'a montré George Ward, politiste au Massachusetts Institute of Technology, en 2019 en étudiant quinze pays européens, le niveau de bien-être

subjectif a un impact décisif sur le vote. L'auteur va même plus loin en démontrant que les indicateurs macroéconomiques de la bonne santé d'un pays (chômage, inflation, finances publiques) ne suffisent pas à favoriser les sortants même s'ils présentent un bilan avantageux. C'est avant tout le sentiment de satisfaction ou de bonheur personnel qui favorise la réélection.

Dans un essai publié en 2019, *Les Origines du populisme* (Le Seuil), avec Yann Algan, Elizabeth Beasley et Daniel Cohen, nous nous faisons les avocats du poids grandissant du subjectif dans l'explication du vote à la précédente élection présidentielle. La campagne actuelle confirme une crise des aspirations qui dépasse le clivage de classes sociales. Les racines de ce mal-être subjectif sont lointaines, profondes et difficiles à guérir.

Ce n'est pas un hasard si le pouvoir d'achat continue de s'imposer durant la campagne comme l'enjeu prioritaire des Français. Sans doute une manière pour eux de souligner voire de forcer le prochain locataire de l'Élysée à définir une stratégie pour panser les plaies d'un mal-être qui tend à devenir collectif. Car la succession de crises contemporaines et son lot d'incertitudes déplacent le ressentiment de malheur de l'intime vers l'espace public, le rendant de plus en plus visible et donc de plus en plus politisé. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

QUELS QUE SOIENT LE SEXE, L'ÂGE, LA PROFESSION, LE NIVEAU D'ÉDUCATION, LE REVENU, LE PATRIMOINE, LES ÉLECTEURS « HEUREUX » ONT 40% DE CHANCES DE VOTER MACRON

La règle des 500 parrainages, un système faiblement soutenu par les sondés

Une petite majorité du panel d'Ipsos-Sopra Steria est favorable au système actuel. Le soutien au pluralisme politique compte parfois moins que la proximité électorale avec les candidats

L'élection présidentielle serait la rencontre directe entre un homme, ou une femme, et le peuple. Ce récit gaullois est, chacun le sait, largement un mythe. Dès après le référendum de 1962 instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel direct, un système a en effet été mis en place pour filtrer les candidatures afin d'en garantir la représentativité.

Ce filtre a même été resserré en 1975, en portant le nombre de parrainages de cent à cinq cents et en exigeant, au surplus, une diversité géographique. Ce faisant, chaque campagne électorale rejoue, dans une chorégraphie immuable, la même pièce avec les mêmes acteurs et les mêmes arguments : sus aux iniques parrainages ! La campagne actuelle n'échappe pas à la règle au moment où, déjà, 6 225 parrainages ont été validés par le Conseil constitutionnel et où le nombre de candidats pourrait se situer dans la fourchette haute de l'histoire de la V^e République.

Les Français sont-ils satisfaits de ce système ? Le panel électoral Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*, apporte à cette ques-

tion des éléments de réponse précieux. Cinquante-trois pour cent estiment qu'il s'agit d'un « bon système » ; 47%, d'un « mauvais système ». La majorité est donc étroite, s'agissant d'une des règles fondamentales de notre système électoral – qui plus est alors qu'elle n'a jamais empêché aucune candidature réellement représentative.

Élargir le cercle de ses soutiens

Dans le détail, ces résultats sont à la fois attendus et inattendus. Attendus, parce qu'il existe une corrélation nette entre le soutien aux parrainages et les positions politiques : approbation pour 67% des sympathisants socialistes ou 81% de ceux de La République en marche ; opposition pour 60% des sympathisants de La France insoumise, 65% de ceux du Rassemblement national et 82% de ceux de Reconquête ! En d'autres termes, plus le risque de voir votre candidat ne pas passer le filtre des parrainages est grand et plus votre opposition au système est forte. Inattendus, les résultats le sont en revanche parce qu'il n'y a que peu de liens entre le soutien aux parrainages et le rapport à la politique : si, en effet, 56% des abstentionnistes probables sont opposés à ce système, il

en est de même de 47% de ceux qui, à l'autre extrémité, se disent certains d'aller voter.

Second enseignement de l'enquête, que se passe-t-il lorsque l'on interroge les Français non plus *in abstracto* mais *in concreto*, c'est-à-dire sur les effets d'une non-candidature d'un certain nombre de personnalités en lice dans cette campagne présidentielle ? Privilégient-ils l'application de la norme juridique – « C'est la règle » –, la prédominance du pluralisme politique – « Cela créerait un problème de légitimité » – ou simplement une indifférence polie ? Globalement, pour l'immense majorité des candidats testés dans cette enquête (de Nicolas Dupont-Aignan en passant par Philippe Poutou, Jean Lassalle ou Hélène Thouy), c'est une grande indifférence, comprise entre 49% et 53%, que provoquerait leur non-candidature.

Le jugement est plus nuancé s'agissant de candidats plus hauts dans les sondages, tels Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Eric Zemmour : non seulement leurs propres électeurs considéreraient logiquement et massivement que la légitimité de l'élection serait mise en cause, mais, au-delà, ce jugement serait partagé par environ 30% des

Français et même 35% si c'est Marine Le Pen qui ne parvient pas à concourir. L'analyse dans le détail de ces résultats montre pourtant que, dans la réponse à cette question, le soutien philosophique au pluralisme politique compte moins que la proximité électorale avec les candidats. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, la non-candidature de Marine Le Pen ne serait pas un problème pour une majorité relative d'électeurs de Yannick Jadot ou d'Emmanuel Macron – en revanche, cela en serait un pour ceux de Valérie Pécresse (39%) et, surtout, pour ceux d'Eric Zemmour (70%).

Ces questions sont sans doute aujourd'hui largement hypothétiques et notre système de parrainages, dans ses grands principes, est soutenu, mais il l'est chichement. Sans en modifier la philosophie – en y adjoignant notamment un pourcentage significatif de parrainages citoyens, par exemple –, il serait temps de réfléchir aux modalités permettant à la fois d'élargir le cercle de ses soutiens et de prévenir un accident qui, un jour ou l'autre, finira par arriver. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN JAURÈS)

Stature, compréhension de ce que vivent les Français et volonté de changement : telle semble être l'équation gagnante

L'image des candidats ne fait pas le vote mais elle en est une des composantes importantes, tout particulièrement dans une élection fortement incarnée comme la présidentielle. Trois dimensions apparaissent plus précisément comme fondamentales : la « présidentialité », car on ne confie pas les clés du pays à n'importe qui. La capacité à donner le sentiment que l'on « veut vraiment changer les choses », tant l'insatisfaction à l'égard de la situation actuelle est forte et la demande de changement importante. La capacité à comprendre les Français, où il s'agit de montrer à quel point on perçoit leurs problèmes, est un prérequis pour accréditer l'idée que l'on saura y répondre.

En partant de ce micromodèle, on pourrait montrer combien, depuis 1981, un prétendant à la magistrature suprême a besoin de combiner au moins deux de ces dimensions sur trois. A fortiori quand on sait que la présidentialité est rarement accordée à un candidat... tant qu'il n'est pas devenu lui-même président.

De ce point de vue, la position d'Emmanuel Macron est aujourd'hui plus fragile qu'hier. Certes, le chef de l'État a un atout majeur et même massif : pour 60% des Français, il a l'étoffe d'un président. C'est 22 points de plus que Valérie Pécresse, qui arrive en numéro deux sur cette dimension (38%), elle-même talonnée par Marine Le Pen (35%). Les autres candidats, Eric Zemmour, Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot, Christiane Taubira et Anne Hidalgo sont loin derrière. De surcroît, cette présidentialité est en progression de 3 points par rapport à octobre et elle lui est reconnue massivement dans tous les électorsats, sauf ceux de M. Mélenchon, M^{me} Le Pen et M. Zemmour où elle est minoritaire. En revanche, sur la capacité à vouloir vraiment changer les choses, qui était un marqueur du macronisme, M. Macron ne convainc plus maintenant que 40% des Français.

Bonne tenue de Marine Le Pen

Non seulement c'est en (légère) baisse par rapport à il y a quatre mois (-2) mais tous ses adversaires, eux, progressent fortement sur cette dimension. Conséquence : Emmanuel Macron est aujourd'hui talonné par Valérie Pécresse (38%, +9) et dépassé par Marine Le Pen (58%, +6), Eric Zemmour (54%, +10), Jean-Luc Mélenchon (47%, +5) et Yannick Jadot (41%, +5). Une raison évidente à cela : eux sont candidats et proposent, lui pas encore. Mais c'est une sérieuse alerte. Enfin, avec 25% seulement de sondés

qui estiment qu'il « comprend bien les problèmes des gens comme nous », une faiblesse majeure d'Emmanuel Macron est à nouveau confirmée (-3) alors que Marine Le Pen (42%, +3) Jean-Luc Mélenchon (35%, +4) et Eric Zemmour (33%, +3) creusent l'écart.

Le deuxième enseignement que l'on peut tirer du regard porté par les Français sur les candidats est la bonne tenue de Marine Le Pen : elle s'impose sur deux dimensions majeures, la volonté de changement et la capacité à comprendre les Français. Et, on l'a vu, sa présidentialité est en progression. Autant dire que si Eric Zemmour n'avait pas fracassé le socle électoral de Marine Le Pen, faisant éclater ce bloc en deux sous-blocs presque équivalents en intentions de vote (15% pour l'une, 14,5% pour l'autre), celle-ci serait sans doute en pleine dynamique.

Politisation négative

La primaire qui se joue à l'extrême droite et les porosités entre ces électorsats constituent donc d'ores et déjà un bouleversement majeur de cette campagne, et elle n'a pas fini de nous étonner. Avec une équation compliquée pour Marine Le Pen : en termes d'image, son positionnement est payant, notamment dans la perspective d'un éventuel second tour. En terme électoral, il est contre-performant, cette fois-ci dans la perspective du premier tour, puisqu'il a donné à Eric Zemmour la possibilité de préempter le terrain d'une plus forte radicalité.

Le troisième enseignement concerne Valérie Pécresse : candidate sérieuse en termes de présidentialité, sans pour autant creuser un immense écart avec Marine Le Pen, elle pêche sur les deux autres dimensions-clés que nous avons identifiées. L'absence de dynamique trouve probablement là une partie de son origine : la candidate du parti Les Républicains doit prouver qu'elle veut et peut vraiment changer les choses et qu'elle comprend les Français. Enfin, à gauche, à part M. Mélenchon, bien identifié sur la volonté de changement, M. Jadot, mais plus encore M^{mes} Taubira et Hidalgo – peinent à émerger et à convaincre.

Il reste malgré tout une quatrième dimension à prendre en compte, dans un registre tout à fait spécifique : le ou la candidat(e) inquiète-t-il (elle) ? On est là dans la politisation négative, ce qui éloigne et non ce qui fait adhérer. C'est la faiblesse majeure de M. Zemmour, qui inquiète 63% des personnes interrogées, et dans une moindre mesure, de M. Mélenchon (55%) et de M^{me} Le Pen (53%). A l'inverse, M^{me} Pécresse n'inquiète pas (30%) et M. Macron se situe dans une position intermédiaire (43%). Présidentialité, volonté de changement et compréhension en profondeur de ce que vivent les Français : telle est l'équation gagnante pour un candidat, qui doit cependant capter l'attention sans effrayer. Un défi loin d'être simple. ■

BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSO)

POUR 60% DES FRANÇAIS, MACRON A L'ÉTOFFE D'UN PRÉSIDENT. EN REVANCHE, SUR LA CAPACITÉ À VOULOIR CHANGER LES CHOSES, IL NE CONVAINC PLUS QUE 40% DES SONDES